

donné à l'expansionnisme mussolinien davantage un caractère de course au prestige que celui d'une utilité réelle et d'une réelle efficacité pour l'économie du pays, tout en épuisant davantage la classe ouvrière. L'Italie qui est entrée en guerre comme un satellite de l'Allemagne hitlérienne et du Japon du Mikado, a cédé la première en tant qu'anneau le plus faible de la chaîne de l'Axe, devant la pression des armées alliées.

La grande bourgeoisie industrielle, les couches dirigeantes de la politique, la monarchie — anciens appuis, protagonistes et complices du fascisme — pour sauver ce qui restait à sauver, ont été poussés à changer la méthode gouvernementale et à éliminer Mussolini du pouvoir, tout en contrôlant l'action du prolétariat et en s'appuyant pour cela sur les troupes d'occupation en Italie, aussi bien alliées que nazies. A la base du renversement du fascisme on trouvait les raisons suivantes: a) donner des garanties aux impérialistes alliés au sujet de la bonne volonté de la classe dirigeante italienne pour pouvoir obtenir par la suite des facilités pour la reconstruction et, dans l'immédiat, pour éviter la continuation des destructions de son équipement industriel;

b) prévenir à l'aide d'une « révolution de palais » — qui laissait à chaque instant le contrôle de l'appareil d'Etat entre les mains de la grande bourgeoisie et de la monarchie — les conséquences possibles d'une défaite totale de l'Italie dans la guerre sur le plan des réactions des masses travailleuses.

Le rythme de la guerre et l'incapacité absolue de la bourgeoisie italienne n'ont pas permis de réaliser complètement le premier point.

Pour le second point, l'action politique des partis dits ouvriers, socialiste et stalinien, — qui n'avaient donné aucun signe de vie important avant le 25 juillet 1943 —, a aidé la bourgeoisie italienne à passer pacifiquement du fascisme au gouvernement Badoglio sous le contrôle de la monarchie.

La défaite totale de l'Allemagne et la « libération » de l'Italie du Nord, n'ont apporté aucun élément décisif nouveau dans la vie politique du pays. Le mouvement des partisans — malgré certaines réalisations à caractère révolutionnaire —, dirigé sur la voie de la « libération nationale » et de « la guerre contre l'invasion » a été rapidement désarmé idéologiquement et militairement par le parti stalinien — qui n'a jamais perdu le contrôle et la direction effective du mouvement, même si l'on tient compte des quelques initiatives de groupes ou « formations » de partisans —. Le parti de Togliatti a aidé de cette manière la bourgeoisie à restaurer son pouvoir affaibli par suite de la guerre et par les réalisations « indisciplinées » de certains secteurs partisans.

2° — Mais le mouvement ouvrier n'a pas été écrasé définitivement. Toute la politique réformatrice et stalinienne depuis deux ans — politique basée sur les principes de l'« union sacrée » et de la collaboration de classe avec la bourgeoisie —, au travers de la collaboration avec la monarchie d'abord, ensuite dans les gouvernements successifs de l'« esarchia », et enfin — après les élections pour l'Assemblée constituante — dans les gouvernements du tripartisme, toute cette politique a donné la possibilité à la bourgeoisie italienne d'arriver à une stabilité relative politiquement sinon économiquement.

La C.G.I.L., sous la direction des partis de « masse », a été le frein qui a empêché les ouvriers de déployer leur action indépendante de classe pour réaliser leurs revendications et qui a réduit leur rôle à celui de vils serviteurs des patrons des terres et de l'industrie, en enlevant aux organes directement élus et contrôlés par les travailleurs, toute initiative.

La division initiale de la bourgeoisie, comme conséquence de la confusion causée par le renversement du fascisme, a été déjà partiellement éliminée sur le plan politique. Les partis de droite se sont renforcés, et ont réussi à constituer toujours plus un bloc compact contre la classe ouvrière et les partis de « gauche », jusqu'au dernier acte au parlement : l'exclusion des réformistes menniens et des staliens du troisième gouvernement De Gasperi, pour la première fois après la « libération ». Cette exclusion d'ailleurs n'a pas changé l'attitude de ces partis qui continuent à faire une « opposition constructive » parlementaire sans avoir recours en aucune manière à l'action des masses.

La classe ouvrière après vingt années de fascisme, et avec le souvenir vif encore de ses luttes, s'est lancée hardiment dans la bataille de l'après guerre, mais les faillites successives des « expériences » stalino-réformatrices (monarchie, « esarchia », tripartisme), faillites marquées par un accroissement important des difficultés de la classe ouvrière même, par un fossé toujours plus grand entre les prix des moyens de consommation et les salaires, par un chômage qui augmente sans cesse..., ont fatigué et découragé les couches les moins cultivées et les plus touchées par la crise au bénéfice des mouvements néo-fascistes. Mais la grande majorité de la classe travailleuse a toujours confiance dans sa direction traditionnelle et plus particulièrement dans la direction stalinienne, bien que

suivant d'une manière toujours plus critique les « manœuvres tactiques » des « chefs géniaux » du mouvement ouvrier. En plusieurs endroits de l'Italie, on a déjà noté des mouvements de masse qui sont passés par dessus la tête des directions traditionnelles — parti ou syndicat — (manifestation de paysans du sud ou de partisans du nord, grèves...). La partie la plus progressive de la classe travailleuse tend à se détacher des partis « ouvriers » et à s'opposer directement aux directives de ces partis. Ces éléments sont à la recherche d'une véritable direction révolutionnaire. C'est à notre parti qu'incombe le devoir de prendre la tête de ce mouvement de revolte contre la politique traître stalino-réformatrice.

Les classes moyennes, éloignées par la politique servile des partis « ouvriers », représentent aujourd'hui en Italie la base de l'offensive contre la « gauche » — comme ce fut déjà le cas pour le fascisme mussolinien — et appuient particulièrement les manœuvres de l'impérialisme américain en Italie.

3° — L'Italie à cause de sa structure économique et industrielle faible, de sa situation encore instable, des besoins énormes de son économie et de son besoin de moyens de consommation et de matières premières, aussi bien que de devises étrangères, est un champ de manœuvre idéal pour la politique internationale et plus particulièrement pour l'impérialisme yankee.

Le traité de paix et les réparations imposées à l'Italie par les Alliés — Etats-Unis, Grande-Bretagne et U.R.S.S. — pèsent comme du plomb sur les déjà maigres possibilités de la bourgeoisie italienne de reconstruire le pays. Cette reconstruction est impossible sans l'aide matérielle et financière des Etats-Unis, seul impérialisme qui ait la possibilité de donner une aide tant soit peu importante aux pays européens. Mais cette aide exige des garanties non seulement économiques, mais aussi politiques pour la « démocratie » américaine. Une de ces garanties est une prise de position nette de l'Italie en faveur du bloc occidental contre le bloc oriental de l'U.R.S.S. Un premier pas dans ce sens a été fait avec l'exclusion des staliens du gouvernement.

Dans ces conditions, la politique stalinienne consiste à jouer sur le poids spécifique des masses ouvrières dans la vie économique du pays et à utiliser leur influence sur la classe ouvrière, pour mettre en relief l'importance de leur collaboration au gouvernement. Mais cette volonté des staliens de se servir des mouvements de masse, est limitée et réduite à sa plus simple expression, par la peur de déclencher en Italie de larges mouvements à caractère révolutionnaire qui, rapidement, passeraient par dessus leur tête. En Italie comme dans tous les pays du monde, les partis « communistes », valets de la politique extérieure de la caste bureaucratique du Kremlin, appliquent leur politique contre révolutionnaire qui a déjà coûté tellement de défaites sanglantes au prolétariat mondial.

En tenant compte de la nécessité absolue pour l'Italie de l'aide américaine, on peut prévoir pour une période rapprochée que la bourgeoisie italienne — toujours moins capable de conduire internationalement une politique autonome — sera remorquée par une politique pan-américaine et trouvera définitivement sa place dans le bloc anglo-saxon.

4° — La perte de ses colonies, les destructions de la guerre, le pillage systématique de son équipement industriel par l'armée hitlérienne, la désorganisation de la production et de l'économie en général, l'anarchie créée par la faiblesse de la bourgeoisie même — tous ces faits ont créé des conditions les plus difficiles pour une stabilisation économique de la bourgeoisie italienne.

La production industrielle aujourd'hui en Italie est caractérisée par une très lente reprise, qui semble avoir rejoint un maximum et s'être stabilisée autour de 65-70 % de la production industrielle de 1938. Les matières premières, l'équipement industriel nécessaires peuvent seulement provenir de l'importation, mais les exportations sont très limitées et ne permettent pas en réalité d'envisager sur une grande échelle cette possibilité. En fait la reprise à 100 0/0 dans certaines branches de la production qui sont basées sur la production même du pays (coton, laine, soie...) ne suffit pas à compenser le plafonnement de l'industrie qui a sa base dans les importations de l'étranger (métallurgie...).

A cette stagnation de l'industrie correspond un chômage très grave (calculé officiellement à environ 2 millions de chômeurs) qui est encore limité par le bloc partiel du débauchage dans certaines industries. Le déplacement de la main-d'œuvre (ex-prisonniers, partisans, combattants), le manque d'ouvriers qualifiés et spécialisés, ajoutent à l'anarchie de l'économie.

La course à l'inflation ne s'arrête pas (depuis février jusqu'à juillet 1947, on a mis en circulation plus de 30 milliards de papier monnaie, portant ainsi la circulation monétaire totale à plus de 340 milliards). Les prix des produits de base (alimentation et habillement) augmentent sans aucun contrôle pendant que les salaires des ouvriers sont pratiquement bloqués. Le

marché noir est devenu une institution nationale et personne ne pense plus sérieusement à le supprimer. La disproportion croissante entre l'augmentation des prix et celle des salaires est visible même dans les statistiques officielles qui pourtant ne tiennent pas compte de la nécessité pour les familles ouvrières de se fournir au marché noir. (Le coût de la vie est d'environ 42 fois celui de 1938, pendant que les salaires sont augmentés d'environ 30 fois.)

La même crise se retrouve dans la production agricole. Le rendement des terres a diminué et aussi la superficie de terrains cultivés. Le manque d'engrais et de machines agricoles se fait fortement sentir. La production de blé, mais et riz est inférieure à celle de 1938 qui pourtant ne suffisait pas pour les besoins de la population. (Pour la production de blé, la moyenne de 1936-39 était de 76 millions de quintaux avec une importation d'environ 8 millions. En 1946, la production était de 55 millions de quintaux, et on prévoit pour 1947 une récolte d'environ 50-52 millions de quintaux.)

On doit ajouter à tout cela que la population de l'Italie est sensiblement augmentée.

Pour conclure la crise du capitalisme italien n'est pas du tout terminée. On peut même dire au contraire que les années passées depuis la fin de la guerre, ont seulement approfondi cette crise. La stabilisation politique factice obtenue à cause de la trahison des partis « ouvriers », socialiste et stalinien, n'est basée sur aucune stabilisation économique. Les problèmes posés à la bourgeoisie par l'après-guerre n'ont pas été résolus, et ne peuvent l'être avec la forme actuelle de la superstructure politique « démocratique » italienne. L'aide américaine ne sera qu'un palliatif, bon tout au plus à améliorer temporairement la situation, (et encore pas avec la rapidité qu'exigerait la très critique situation italienne), mais pas à résoudre ces problèmes.

La situation de la classe ouvrière italienne s'est aggravée depuis l'immédiat après-guerre jusqu'à aujourd'hui. Le poids de l'anarchie capitaliste retombe toujours plus sur le travailleur et sa famille. C'est là le résultat de la politique de trahison suivie par les partis qui disent représenter la classe ouvrière et défendre ses intérêts.

5° — Quelles sont les perspectives ouvertes devant la classe ouvrière italienne ? La lutte commencée avec la « libération » n'est pas terminée. Le prolétariat n'a pas subi de défaite décisive. La bourgeoisie italienne, sous sa forme « démocratique » et libérale, a révélé son incapacité à stabiliser l'économie du pays.

Le dilemme historique, qui a été de nouveau mis à l'ordre du jour après la seconde guerre impérialiste mondiale, reste encore posé aujourd'hui.

Au lendemain de la guerre les prémisses objectives pour la victoire de la révolution prolétarienne et du socialisme, se trouvaient être réalisées. Aux mouvements désordonnés des masses, la bourgeoisie ne pouvait qu'opposer la désorganisation totale de son économie et de son industrie et l'anarchie de ses méthodes de direction. La division des forces dans le camp de la bourgeoisie italienne, l'orientation résolue des classes moyennes vers le mouvement ouvrier, mettaient la classe ouvrière dans une position favorable pour conquérir des points d'appui importants dans sa lutte contre le capitalisme malgré la présence en Italie des troupes d'occupation alliées. Mais l'absence du facteur subjectif, c'est-à-dire du parti révolutionnaire et la présence active des partis traîtres de la classe ouvrière, ont permis à la bourgeoisie de surmonter la période critique de l'immédiat après-guerre et de se préparer à rejeter la classe ouvrière dans un esclavage beaucoup plus rigoureux que celui du fascisme.

Mais ce temps d'arrêt n'a pas résolu les contradictions. Aujourd'hui chaque revendication même petite des travailleurs se heurte à l'impossibilité pour la bourgeoisie italienne de céder. Le maintien du système capitaliste de production basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange et sur le profit, exige en Italie la défaite totale du prolétariat,

des villes et des campagnes, la destruction de ses organisations, l'avilissement complet de son courage, l'épuisement de sa force et de son dynamisme.

La bourgeoisie ne peut se maintenir au pouvoir d'une manière stable, tout au moins pour une perspective de quelques années, qu'en écrasant le prolétariat d'une manière sanglante. La « démocratie » est un luxe que la bourgeoisie ne peut se permettre plus longtemps en Italie. Chaque bataille, chaque grève, chaque revendication partielle des ouvriers et des paysans représentent un obstacle pour la bourgeoisie sur la route de la reconstruction capitaliste de l'Italie. Parler dans ces conditions de « reconstruction » dans un sens idéal, comme le font les staliens, c'est seulement utiliser une des nombreuses manières de tromper la classe ouvrière et la conduire au fascisme ou au néo-fascisme. En Italie, comme dans presque tous les pays du monde, il n'y a pas de place pour une « reconstruction » idéale mais seulement pour une reconstruction capitaliste ou pour une reconstruction socialiste.

Continuer dans la politique de collaboration, d'union sacrée, signifie le retour très proche à un pouvoir totalitaire de la bourgeoisie.

Le proche avenir sera marqué par une opposition toujours plus nette, toujours plus violente entre la bourgeoisie et le prolétariat en lutte pour défendre leurs intérêts réciproques. Les expériences de la classe ouvrière lui feront reconnaître le caractère traître de ses directions actuelles. Pour que cette prise de conscience du prolétariat atteigne une étape décisive, il est nécessaire que l'avant-garde révolutionnaire se mette en avant avec un programme politique clair et concret et une organisation forte qui s'impose comme la nouvelle direction du prolétariat.

6° — Le P.O.C., section italienne de la IV^e Internationale, se prépare à devenir cette direction révolutionnaire de la classe ouvrière italienne. Sa tâche sera de détruire toute illusion dans la classe ouvrière au sujet de la possibilité de la collaboration avec la bourgeoisie, et de la « démocratie progressive » vantée par les staliens, affirmant ses oppositions de principe marxistes-léninistes.

Mais la lutte qui se poursuit tous les jours, pour des objectifs précis, déterminés, concrets exige de ne pas se contenter de faire des proclamations générales de nos principes de base. La présence du parti révolutionnaire doit se faire sentir sur tous les terrains, à l'usine, au bureau, dans les champs, sur les places, et sa tâche est de traduire les revendications quotidiennes de la classe ouvrière en des mots d'ordre précis, déterminés et concrets, placés dans un tout programmatique de classe, c'est-à-dire, sans jamais les isoler des tâches finales de la classe ouvrière. Vouloir limiter l'action du parti à un travail de propagande, à la répétition mécanique, en face des situations et des problèmes les plus divers, des mêmes slogans qui sont le résumé de nos principes de base, cela signifie vouloir isoler le parti et vouloir en faire un cercle fermé de sectaires.

L'avant-garde révolutionnaire doit travailler pour la construction de l'instrument de bataille de la classe ouvrière, le facteur subjectif qui permettra la transformation de la situation actuelle de crise du capitalisme italien en une situation révolutionnaire.

En retrouvant le chemin de la lutte des classes, le prolétariat italien doit lutter chaque jour pour ses revendications les plus élémentaires, pour ses salaires, pour ses libertés, pour le droit au travail, pour augmenter chaque jour les contradictions du régime capitaliste, pour pousser à fond la désintégration du système économique de la bourgeoisie, pour augmenter son expérience et se préparer de cette manière à donner l'assaut final à la place forte du capitalisme en putréfaction. Avec une politique de classe décidée, le prolétariat italien fera des classes moyennes des villes et des campagnes, des alliées de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme.

Juillet 1947.

III. — La construction du parti en Italie et les rapports avec l'Internationale,

par BRUNO

Quand on parle de la construction du Parti Révolutionnaire en général, on ne peut pas faire abstraction de toute une période de luttes passées pour l'élaboration d'un programme politique et d'une tactique révolutionnaire.

Même si en Italie notre mouvement part à zéro, on ne doit pas oublier que le fait de vouloir s'appeler Section Italienne de la IV^e Internationale, lui donne un caractère précis qui

le lie, qu'on le veuille ou non, à toute une tradition vieille déjà de plus de vingt années, qui remonte à la constitution de la première opposition de gauche et continue en 1938 avec la formation de la IV^e Internationale sur un programme politique bien délimité.

La dictature fasciste instaurée très tôt en Italie après la première guerre impérialiste, a placé le mouvement ouvrier de